



Dossier de presse :

**Accord entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et  
le Consistoire Israélite de Luxembourg**

*Le présent accord est conclu entre :*

**L'État du Grand-Duché de Luxembourg**, représenté par Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, d'une part

(ci-après « l'État »)

*et*

**Le Consistoire Israélite de Luxembourg**, d'autre part

(ci-après « le Consistoire »)

L'État et le Consistoire considérés ensemble étant dénommés ci-après « les parties ».

La *World Jewish Restitution Organization* (ci-après « la WJRO ») et la Fondation luxembourgeoise pour la Mémoire de la Shoah (ci-après « la Fondation ») sont cosignataires de cet accord.

Objet de l'accord

Le présent accord règle toutes les questions qui ont été soulevées dans le cadre des *Outstanding Holocaust Asset Issues*. Les signataires et cosignataires reconnaissent donc que l'accord apporte des réponses à toutes les questions non résolues dans le cadre des spoliations de biens juifs liées à la Shoah. Le Luxembourg et le Consistoire ont convenu de favoriser et d'appliquer le principe d'une indemnisation collective et globale. Les signataires et cosignataires renonceront en conséquence à toute demande supplémentaire et future adressée au Grand-Duché de Luxembourg qui ne serait pas prise en compte par l'accord.

Les parties conviennent de ce qui suit :

**1. Mesure de soutien direct aux survivants de la Shoah**

L'État s'engage à payer aux survivants de la Shoah vivant au Grand-Duché de Luxembourg, aux survivants luxembourgeois vivant actuellement à l'étranger et aux survivants qui se trouvaient au Grand-Duché de Luxembourg au moment de la Shoah, une somme forfaitaire de 1.000.000 euros (un million d'euros).

L'organisation sœur de la WJRO, la *Conference on Jewish Material Claims Against Germany*, est chargée de la distribution de ces fonds aux survivants.

**2. Fondation luxembourgeoise pour la Mémoire de la Shoah**

2.1. L'État s'engage à verser au budget de la Fondation la somme de 120.000 euros (cent-vingt mille euros) par an sur une période de trente (30) ans afin de promouvoir la mémoire de la Shoah et les autres objectifs prévus par les statuts de la Fondation.

2.2. L'État continue à fournir un agent pour assurer la fonction de secrétaire général de la Fondation.

2.3. Les statuts de la Fondation sont à modifier afin d'y inclure les éléments suivants:

- la lutte contre la négation de la Shoah, le révisionnisme, l'antisémitisme, la xénophobie et le racisme ;
- le soutien des sites du patrimoine historique juif qui ont un lien avec l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale (par exemple les cimetières juifs historiques) et des projets y relatifs ;
- le soutien des survivants de la Shoah ayant un lien étroit avec le Grand-Duché de Luxembourg ;
- le maintien de la Fondation comme point de contact pour toute question liée à la Shoah.
- l'ajout de deux nouveaux membres au Conseil d'administration de la Fondation, dont l'un est désigné par le Consistoire, sur proposition de la WJRO, et l'autre est désigné par le Premier Ministre, Ministre d'État.

### **3. Couvent de Cinqfontaines**

3.1. L'État s'engage à acquérir et à rénover le Couvent de Cinqfontaines et d'affecter ces lieux à la réalisation des objectifs suivants:

- créer un centre éducatif et commémoratif approprié ;
- commémorer les victimes déportées à et de Cinqfontaines pendant la Shoah et rendre hommage à leurs vies ;
- éduquer les jeunes et les adultes aux persécutions de la population juive du Luxembourg, faits historiques qui font partie intégrante de l'histoire du Luxembourg;
- promouvoir la lutte contre l'antisémitisme et contre le racisme ;
- promouvoir l'humanisme, les Droits humains, etc.

3.2. L'État s'engage à prendre en charge les coûts d'exploitation du Couvent de Cinqfontaines.

3.3. La Fondation est incluse dans tous les processus décisionnels liés au Couvent de Cinqfontaines.

### **4. Le Comité pour la mémoire de la Deuxième Guerre mondiale :**

Le budget annuel du Comité pour la mémoire de la Deuxième Guerre mondiale est fixé et augmenté à 65.000 euros (soixante-cinq mille euros) par an sur une période de 10 (dix) ans.

### **5. Recherche**

5.1. L'État s'engage à consacrer un total de 2.000.000 euros (deux millions d'euros) jusqu'en 2025 au plus tard aux fins suivantes :

- recherche universitaire indépendante,
- recherche de provenance,
- travaux facilitant l'accès aux dossiers des Archives nationales relatifs à la Deuxième Guerre mondiale et à la Shoah.

5.2. La Fondation est consultée sur l'étendue, la méthode et la conduite des recherches et sur les suites éventuelles à donner aux résultats des recherches.

## 6. Élaboration d'une stratégie nationale de lutte contre l'antisémitisme

Le Gouvernement luxembourgeois et le Consistoire développent leur collaboration pour l'élaboration d'une stratégie nationale de lutte contre l'antisémitisme.

## 7. Éléments inclus dans l'accord mais qui sont traités dans des groupes de travail séparés :

7.1. **Comptes bancaires dormants** : le sous-groupe sur les comptes bancaires dormants continue ses travaux. La période du 1<sup>er</sup> janvier 1930 jusqu'au 31 décembre 1945 fera l'objet de ces recherches. Le sous-groupe se mettra d'accord sur la portée de l'audit et la mise en place d'un auditeur indépendant via un appel d'offres, conformément au document soumis par la WJRO et le Consistoire en mars 2020 intitulé *"Discussion Document on Establishing an Audit Mandate"*. Tous les comptes bancaires dormants identifiés seront restitués aux propriétaires ou à leurs héritiers. En l'absence d'héritiers, la somme des avoirs retrouvés sera transférée à la Fondation.

7.2. **Assurances impayées de l'époque de la Shoah** : le sous-groupe sur les comptes bancaires dormants traitera la question des assurances impayées de l'époque de la Shoah en suivant les mêmes procédures que pour les comptes bancaires dormants en ce qui concerne la sélection de l'auditeur indépendant et le transfert des avoirs dus.

7.3. Toutes les recherches au sein des groupes de travail seront basées sur la liste actuelle et existante de la population juive au Grand-Duché de Luxembourg entre 1930 et 1945, ainsi que sur la liste des personnes juives identifiées qui ont amené des biens au Grand-Duché de Luxembourg. Les recherches seront continuées au plus tard jusqu'en 2025 sur base de noms supplémentaires ou d'informations supplémentaires provenant des archives.

7.4. **Œuvres d'art et autres biens culturels** : les recherches sur les provenances seront menées suivant les principes de la Conférence de Washington du 3 décembre 1998 (Washington Conference Principles on Nazi-Confiscated Art) et de la Déclaration de Terezin du 30 juin 2009. Les œuvres d'art et les autres biens culturels spoliés seront restitués conformément à ces déclarations. Les institutions concernées par ces recherches sont les suivantes : le Musée national d'histoire et d'art, les collections de la « Villa Vauban » et la Bibliothèque nationale du Luxembourg. Toute autre institution possédant des œuvres d'art ou des biens culturels est encouragée à faire une recherche de provenance sur leurs collections.

Le présent accord est régi par le droit luxembourgeois.

# **Agreement between the State of the Grand Duchy of Luxembourg and the Consistoire Israélite de Luxembourg**

**(The French version of this agreement is recognized by all parties as the official version of this agreement.)**

*This agreement is concluded between:*

**The State of the Grand Duchy of Luxembourg**, represented by the Prime Minister, Minister of State, on the one hand

(hereinafter "the State")

and

**The Consistoire Israélite de Luxembourg**, on the other hand

(hereinafter "the Consistoire")

The State and the Consistoire considered together are hereinafter referred to as "the parties".

The World Jewish Restitution Organization (hereinafter "the WJRO") and the Luxembourg Foundation for the Remembrance of the Shoah (hereinafter "the Foundation") are co-signatories of this agreement.

## **Purpose of the agreement**

This Agreement settles all issues that have been raised in connection with Outstanding Holocaust Asset Issues. The signatories and co-signatories therefore acknowledge that the agreement provides answers to all unresolved questions in the context of the spoliation of Jewish property linked to the Shoah. Luxembourg and the Consistoire have agreed to promote and apply the principle of collective and comprehensive compensation. The signatories and co-signatories will consequently waive any additional and future request submitted to the Grand Duchy of Luxembourg that would not be taken into account by the agreement.

The parties agree as follows:

**1. Direct support for Holocaust Survivors**

The State commits to pay the survivors of the Shoah living in the Grand Duchy of Luxembourg, the Luxembourg survivors currently living abroad and the survivors who were in the Grand Duchy of Luxembourg at the time of the Shoah, a lump sum of 1,000,000 euros (one million euros).

WJRO's sister organization, the Conference on Jewish Material Claims Against Germany, is responsible for distributing these funds to survivors.

**2. Luxembourg Foundation for the Remembrance of the Shoah**

- 2.1. The State commits to pay into the Foundation's budget the sum of 120,000 euros (one hundred and twenty thousand euros) per year over a period of thirty (30) years in order to promote the remembrance of the Shoah and the other objectives provided for by the bylaws of the Foundation.
- 2.2. The State continues to provide an agent to serve as the Foundation's secretary general.
- 2.3. The bylaws of the Foundation are to be amended to include the following elements:
  - the fight against the denial of the Shoah, revisionism, antisemitism, xenophobia, and racism;
  - support for sites of Jewish historical heritage that have a link with the history of the Second World War (e.g. historic Jewish cemeteries) and related programs;
  - support for the Shoah's survivors with close ties to the Grand Duchy of Luxembourg;
  - maintaining the Foundation as a point of contact for all questions related to the Shoah.
  - the addition of two new members to the Board of Directors of the Foundation, one of whom is appointed by the Consistoire, on the proposal of the WJRO, and the other is appointed by the Prime Minister, Minister of State.

### **3. Convent of Cinqfontaines**

- 3.1. The State commits to acquire and renovate the Convent de Cinqfontaines and to designate the site to fulfill the following objectives:
  - To create an appropriate educational and commemorative center;
  - To commemorate the victims deported to and from Cinqfontaines during the Shoah and to pay tribute to their lives;
  - To educate young people and adults about the persecution of the Jewish population of Luxembourg, historical facts that are an integral part of the history of Luxembourg;
  - To promote the fight against antisemitism and racism;
  - To promote humanism, Human Rights, etc.
- 3.2. The State commits to cover the operating costs of the Convent de Cinqfontaines.
- 3.3. The Foundation is included in all decision-making processes related to the Convent de Cinqfontaines.

### **4. The Committee for the Remembrance of the Second World War:**

The annual budget of the Committee for the Remembrance of the Second World War is fixed and increased at 65,000 euros (sixty-five thousand euros) per year for a period of 10 (ten) years.

### **5. Research**

- 5.1. The State commits to devote a total of 2,000,000 euros (two million euros) until 2025 at the latest for the following purposes:
  - independent university research,
  - provenance research,
  - work facilitating access to the files of the National Archives relating to the Second World War and the Shoah.
- 5.2. The Foundation is consulted on the scope, method, and conduct of research and on any follow-up to be given to research results.

## 6. Development of a national strategy to combat antisemitism

The Luxembourg Government and the Consistoire are collaborating to develop a national strategy to combat antisemitism.

## 7. Items included in the agreement, but which are dealt with in separate working groups:

- 7.1. **Dormant bank accounts:** The dormant bank accounts subgroup continues its work. The period from January 1, 1930, to December 31, 1945, will be the subject of this research. The sub-group will agree on the scope of the audit and the establishment of an independent auditor through a call for tenders, in accordance with the document submitted by the WJRO and the Consistoire in March 2020 entitled "*Discussion Document on Establishing an Audit Mandate.*" All identified dormant bank accounts will be returned to the owners or their heirs. In the absence of heirs, the sum of the assets found will be transferred to the Foundation.
- 7.2. **Unpaid Holocaust-era insurance:** The dormant bank accounts sub-group will address the issue of unpaid Shoah-era insurance by following the same procedures as for dormant bank accounts with respect to the selection of the independent auditor and the transfer of assets due.
- 7.3. All research within the working groups will be based on the current and existing list of the Jewish population in the Grand Duchy of Luxembourg between 1930 and 1945, as well as the list of identified Jewish people who brought property to the Grand Duchy of Luxembourg. Research will continue until 2025 at the latest on the basis of additional names or information found in the archives.
- 7.4. **Works of art and other cultural property:** The provenance research will be carried out according to the principles of the Washington Conference of December 3, 1998 (Washington Conference Principles on Nazi-Confiscated Art) and of the Terezin Declaration of June 30, 2009. The works of art and other looted cultural property will be returned in accordance with these declarations. The institutions concerned by this research are the following: the National Museum of History and Art, the collections of the Villa Vauban, and the National Library of Luxembourg. All other institutions possessing works of art or cultural property are encouraged to research the provenance of their collections.

This agreement is governed by Luxembourg law.

**The French version of this agreement is recognized by all parties as the official version of this agreement.**

## **Informations sur la Shoah au Luxembourg et la Deuxième Guerre mondiale :**

Le Comité pour la mémoire de la Deuxième Guerre mondiale vient de publier une brochure sur la Deuxième Guerre mondiale au Luxembourg. Cette brochure est disponible en format PDF sur le site [cm2gm.lu](http://cm2gm.lu) en quatre langues (LU, FR, DE, EN).

Les pages 14-17 et 28-29 sont plus particulièrement consacrées à la Shoah.

Un carnet pédagogique est également disponible.

Liens pour la brochure:

[META\\_BRO\\_2e\\_guerre\\_mondiale\\_double\\_LU\\_web.pdf \(cm2gm.lu\)](#)

[META\\_BRO\\_2e\\_guerre\\_mondiale\\_double\\_FR\\_web.pdf \(cm2gm.lu\)](#)

[META\\_BRO\\_2e\\_guerre\\_mondiale\\_double\\_DE\\_web.pdf \(cm2gm.lu\)](#)

[META\\_BRO\\_2e\\_guerre\\_mondiale\\_double\\_EN\\_web.pdf \(cm2gm.lu\)](#)

Lien pour le carnet pédagogique:

[ZPB\\_BRO\\_pedagogique\\_Innenseiten\\_NET.pdf \(cm2gm.lu\)](#)